

L'édito
Nicolas Charbonneau
Directeur des rédactions



Raser gratis

Depuis une dizaine de jours, toutes les digues cèdent. Le pire n'a jamais des contours très définis, mais on commence à voir à quoi il pourrait ressembler. D'un côté quelques Robespierre nostalgiques qui tolèrent dans leurs rangs des aficionados ne voyant pas en quoi le Hamas est une organisation terroriste. De l'autre, des cadres soigneusement sélectionnés qui ont compris qu'il suffisait de se taire pour engranger des voix. Plus la gauche radicale s'agite, plus le RN s'envole et peut lui dire merci : ce n'est pas un rempart, c'est un sauf-conduit pour ceux qui hésiteraient encore.

Dans ce contexte, mieux vaut ne céder à aucune forme d'hystérie collective et prendre le temps d'étudier les programmes, chiffrer les propositions, anticiper les conséquences et, au-delà de toute idéologie, pointer ce qui pourrait ressembler à de l'irresponsabilité budgétaire. « Raser gratis » n'a jamais été une ambition sérieuse, elle est pourtant largement partagée. Le nouveau front de gauche promet davantage chaque jour sans savoir comment financer, sur le thème de « l'intendance suivra », entendez par là : on ponctionnera « les nantis » qui profitent et pour le reste, on verra bien. Le RN, lui, repousse sans cesse le moment de chiffrer ses propositions, même si Jordan Bardella change de ton et veut désormais rassurer les marchés en évoquant son « sérieux ».

D'autres pays se sont essayés à des errances budgétaires comme la Grèce, avec des conséquences lourdes pour ses citoyens, ou le Royaume-Uni sous le gouvernement de Liz Truss, qui aura tenu quarante-neuf jours. Les Français souhaitent-ils réellement emprunter de telles voies ?

Le RN lève le voile sur son projet

« Mesures d'urgences » puis « temps des réformes » : Jordan Bardella, le président du RN, présente à notre journal sa feuille de route. Et revient en partie sur le projet présidentiel de Marine Le Pen.

Quentin Laurent
et Alexandre Sulzer

DANS LE BUREAU de Jordan Bardella traîne toujours un sweat à capuche « Connecté au réel », l'un des slogans de « Valeurs actuelles ». Depuis la dissolution et les perspectives de potentielle victoire aux législatives, ce réel semble avoir bien rattrapé le président du RN, qui a fait de la perspective de devenir Premier ministre de cohabitation le cœur de sa campagne. Un scénario qui électrise toute la classe politique et justifie de se demander comment le jeune homme de 28 ans, qui n'a jamais été membre d'aucun exécutif, gouvernerait la France. En exclusivité pour « le Parisien » - « Aujourd'hui en France », il dévoile son plan.

Plus question de promettre l'irréalisable. L'objectif est de montrer qu'il tient compte des contraintes juridiques et financières qui s'imposeraient à l'exécutif. De quoi anticiper une éventuelle déception de ses fans et tenter de rassurer les Français auxquels le RN inspire encore de la peur.

Comme il l'a déjà esquissé ces derniers jours, Jordan Bardella distingue ses premières mesures, « d'urgence », du « temps des réformes », qui arriverait à l'automne. Son premier acte serait la baisse de la TVA à 5,5 % sur les énergies

(électricité, gaz, fioul) et le carburant. Il entend le faire dans le cadre d'un projet de loi de finances rectificatif (PLFR), en sollicitant du président de la République la tenue d'une session parlementaire extraordinaire dès cet été, pendant les Jeux olympiques.

Moins contribuer au budget européen

Pour la financer, l'eurodéputé veut mettre fin à certaines niches fiscales, notamment celles sur les armateurs, et abaisser de 2 milliards d'euros dès cet été la contribution de la France au budget de l'UE, détaille-t-il auprès de notre journal. Insuffisant : « Nous sommes en train d'identifier les pistes d'économies dans les mauvaises dépenses de l'État », concède Bardella, qui veut lancer un audit indépendant des comptes publics.

Il veut aussi engager « immédiatement » des négociations avec la Commission européenne pour déroger aux règles européennes de tarification de l'électricité, sur le modèle espagnol. Ce qui permettrait, jure-t-il, de « baisser de 30 % les factures ».

Exit en revanche la mesure phare de la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. « Elle se fera dans un second temps », dit-il, sans précision. La troisième mesure d'urgence pour le pouvoir d'achat serait d'exonérer d'impôt sur le

revenu, dans le cadre du cumul emploi-retraite, les médecins qui reprendraient une activité. « Cela enverra dès l'été un signal pour renforcer l'offre de santé sur tout le territoire », veut croire Jordan Bardella.

Sur le volet sécurité et immigration, Jordan Bardella veut, « dès les premières semaines », rétablir les peines planchers en matière de stupéfiants et atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique, suspendre les allocations familiales aux parents de mineurs délinquants récidivistes et soumettre à l'Assemblée nationale une « loi d'urgence » sur l'immigration : suppression du droit du sol, remplacement de l'aide médicale d'État par un fonds qui « ne couvrira que les urgences vitales », précise-t-il.

Des « états généraux de la simplification »

Le président du parti d'extrême droite veut « accélérer les délais pour faciliter l'éloignement » des délinquants et criminels étrangers. Mais reconnaît devoir « lever tous les obstacles administratifs et réglementaires » auparavant, en raison d'un « certain nombre de freins dans le droit français ». En 2022, Marine Le Pen assurait qu'il faudrait pour cela réformer la Constitution. Ce que le RN ne peut pas faire sans le Sénat ou le feu vert de l'Élysée.

L'automne serait le « temps des réformes ». À commencer par l'abrogation de la réforme des retraites d'Emmanuel Macron (*lire ci-contre*). Au menu aussi, des « états généraux de la simplification » administrative pour les entreprises. Une conférence sociale avec les partenaires sociaux s'ouvrirait pour évoquer le « niveau des salaires ». Concernant les services publics, comme l'école ou la santé, les mesures mises en œuvre, basées sur le programme de la dernière présidentielle, dépendront du fameux audit financier. Il faudra « faire des choix », admet-il. Comme celui, concédé au « Parisien », de ne plus vouloir interdire immédiatement le voile islamique dans l'espace public. « Cela reste un objectif », dit-il, mais après 2027. « La politique est une affaire de vagues », dit souvent Jordan Bardella. Pour conquérir le pouvoir, il faut aussi ne pas trop en faire.

Paris (XVI^e), ce lundi.
« Parce qu'elle est inefficace économiquement et injuste socialement, la réforme des retraites menée par Emmanuel Macron sera abrogée à partir de l'automne », promet Jordan Bardella.



EMILIE COUSTEN



LYDIE/PHILIPPE GODESTIEN

« Pour gouverner, j'ai besoin d'une majorité absolue »

Propos recueillis par **Alexandre Sulzer** et **Quentin Laurent**

LE PRÉSIDENT du Rassemblement national et député européen conduit la campagne des législatives.

Nicolas Sarkozy, pour qui vous avez de l'estime, constate que vous n'avez « jamais été en situation de gérer quoi que ce soit ». Malgré votre inexpérience, vous prétendez quand même pouvoir diriger la France ?
JORDAN BARDELLA. Chaque jour qui passe, je me prépare à l'exercice du pouvoir. À titre personnel, comme chef de parti, je me sens prêt. On juge un leader à sa faculté de s'entourer de talents divers. Depuis quelques jours, beaucoup de hauts fonctionnaires, diplomates, chefs d'entreprise entrent en contact avec nous. Car la perspective d'une prise de pouvoir est envisageable.

Diriger un parti, ce n'est pas exactement comme diriger la France... Je ne crois pas avoir de leçons à recevoir, de brevets de compétences de la part de gens qui s'apprennent à nous léguer un pays à plus de 3 000 milliards d'euros de dette et un niveau d'insécurité et d'immigration sans commune mesure.

Les Français ignorent encore ce que vous imaginez mettre en œuvre... Mon ambition est de remettre de l'ordre à la fois dans les comptes de l'État et les rues du pays. J'ai identifié deux temps dans une potentielle action à Matignon : le premier est celui des urgences autour du pouvoir d'achat, de la sécurité et de l'immigration. Mon action se caractérisera par un retour à la raison budgétaire. J'engagerai dès les premières semaines un audit des comptes de l'État par l'intermédiaire d'une commission indépendante qui réunira des fonctionnaires de la Cour des comptes, des économistes et des universitaires, chargée de

dresser l'état des lieux des finances du pays.

Vous évoquez ensuite un « temps des réformes » à l'automne. C'est-à-dire ?
 La première réforme, c'est le réarmement économique du pays. La deuxième concernera le redressement des services publics, comme l'école ou la santé. Ces réformes tiendront compte de l'audit des comptes publics. Parce qu'elle est inefficace économiquement et injuste socialement, la réforme des retraites menée par Emmanuel Macron sera abrogée à partir de l'automne. Et nous permettrons aux carrières longues, ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans, de partir à la retraite avec 40 annuités à un âge légal de départ de 60 ans.

Vous souhaitez abroger une réforme qui a été soutenue par votre nouvel allié Éric Ciotti. Où est la cohérence ?
 La cohérence, c'est que c'est le RN qui conduit cette coalition. Nous avons des points de convergence très importants sur le pouvoir d'achat, la raison budgétaire, la lutte contre l'insécurité et la maîtrise de l'immigration...

Vous ajustez vos propositions à la réalité du pays, à la dette... Est-ce que ce que vous proposez jusqu'ici était en fait irréalisable ?
 Cette élection, c'est une clarification. Il y a d'un côté des gens qui accusent un bilan économique de quasi-faillite. De l'autre, il y a une alliance, regroupée derrière M. Mélenchon, qui vend un projet irréaliste et irréalisable. Voter LFI, c'est voter FMI. En quarante-huit heures, avec eux, la France sera sous tutelle du FMI. Nous proposons un changement pragmatique et raisonnable. Les Français ont conscience que la situation dans laquelle Emmanuel Macron a plongé le pays appelle ses successeurs à faire des choix. Le projet présidentiel demeure, mais je suis extrêmement réaliste sur l'état financier du pays. Je ne vendrai pas aux Français des mesures pour faire plaisir.

La possibilité de votre victoire rend les marchés nerveux. Comment vous assurer que les taux d'intérêt ne montent pas en flèche ?
 Les marchés n'aiment pas l'incertitude. Depuis dimanche, le contexte institutionnel

français amène des incertitudes légitimes. Mon ambition, c'est de développer nos mesures et exposer notre sérieux budgétaire. Ces trajectoires reviendront à la normale et se stabiliseront.

Certaines mesures au cœur de votre projet (préférence nationale, fin du regroupement familial, réforme du droit d'asile) nécessitent une réforme constitutionnelle. Vous n'êtes pas en mesure de la faire. Ne seriez-vous pas un Premier ministre de l'impuissance ?
 Non, je ne serai ni dans l'impuissance ni le collaborateur du président de la République. À Matignon, avec l'hypothèse d'une majorité absolue, nous aurons des leviers importants pour agir. Nous allons faire maintenant ce que nous pourrions faire maintenant, et nous ferons demain à la tête de l'État ce que nous pourrions faire demain.

Contourneriez-vous le Parlement en gouvernant par ordonnance si le Sénat (avec une majorité LR et seulement trois élus RN) refuse vos mesures ?
 C'est difficile d'anticiper ce type de situation. Mais je n'entends pas brutaliser la démocratie.

Vous revendiquez un accord avec Éric Ciotti... qui ne vous a apporté qu'une seule députée LR sortante. Il s'est moqué de vous ?
 Non, pas du tout. Nous avons passé un accord historique avec le président de LR, dans 62 circonscriptions, parce que je souhaite construire un gouvernement d'union nationale.

Rien ne dit que vous aurez une majorité à l'Assemblée, encore moins une majorité absolue. Si ce n'est pas le cas, est-ce que vous réclamez quand même Matignon ?
 Pour gouverner, j'ai besoin d'une majorité absolue. Qui peut croire qu'on pourra changer le quotidien des Français en cohabitation avec une majorité relative ? Personne. Je dis aux Français : pour nous essayer, il nous faut la majorité absolue.

La Constitution dit que c'est le Premier ministre qui dirige l'action du gouvernement. Qui sera le chef de la majorité, vous ou Marine Le Pen ?
 Le Premier ministre, c'est moi. Je conduirai la politique du gouvernement, mais nous travaillons ensemble, main dans la main, et en bonne intelligence.

En cas de défaite aux législatives, vous démissionnez de votre poste de président du RN ?
 Non.

Kylian Mbappé a appelé à voter contre les extrêmes. Que lui répondez-vous ?
 J'ai beaucoup de respect pour Kylian Mbappé. Mais je suis gêné de voir des gens qui sont millionnaires, qui n'ont aucune difficulté pour boucler les fins de mois, donner des leçons de morale à des Français qui sont dans une situation de grande souffrance. Il espère le 7 juillet prochain pouvoir continuer à jouer avec un maillot dont il est fier des valeurs. Je ne savais pas que le maillot de l'équipe de France était le maillot du gouvernement.

“
Voter LFI, c'est voter FMI

